

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés d'en face ne comprennent pas cela.

M. Crawford: Ils n'y croient pas.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le document montre très clairement que les habitants de provinces telle Terre-Neuve, sa propre province, seront avantagées par cette nouvelle taxe de vente.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE RÔLE DES AVIONS DE REPÉRAGE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Hier, un porte-parole de son ministère, le capitaine Rick Jones, a déclaré que les avions de repérage jouent un rôle militaire en ce sens qu'ils assurent la surveillance côtière et qu'ils assistent le ministère des Pêches dans la surveillance des pêches.

Comment le ministère de la Défense nationale a-t-il l'intention d'assumer ce rôle militaire si les avions de repérage sont mis hors service? Le ministre peut-il assurer aux pêcheurs du golfe du Saint-Laurent que l'industrie sera protégée, surtout que la France est en train de faire main basse sur les ressources de cette région?

Des voix: Bravo!

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député, tout comme le capitaine, sait fort bien que l'avion de repérage devra être modernisé dans 18 ou 20 mois. A l'heure actuelle, les moteurs et le carburant nécessaire sont très rares et difficiles à obtenir.

Le budget du ministère de la Défense nationale ayant été réduit de 2,74 milliards de dollars, nous ne disposons pas d'assez d'argent pour moderniser cet appareil. Les deux escadrons de Summerside seront donc retirés graduellement.

Mme Clancy: Tant pis pour les pêcheurs!

LA FERMETURE DE LA BASE MILITAIRE DE SUMMERSIDE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, il faut assurer la surveillance des pêches au large de la côte atlantique et aussi empêcher que la drogue ne passe en contrebande dans l'est du Canada. Si les services de recherche et sauvetage restent dans l'Île-du-Prince-Édouard, il faudra construire de nouvelles installations.

Le ministre sait qu'il n'épargnera pas un cent en fermant la base de Summerside. Pourquoi le gouvernement ne revient-il pas sur sa décision?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je tiens à répéter au député que, lorsque le budget de la Défense nationale a été réduit de 2,74 milliards dollars, j'ai été conseillé sur la façon de faire des économies sans nuire à l'efficacité de la défense. Les décisions ont été prises par mes conseillers militaires, en qui j'ai entièrement confiance en raison de leur grande compétence.

Le député devrait savoir que l'avion Aurora de la Défense nationale est toujours basé au Commandement maritime.

* * *

LES PRODUITS DANGEREUX

L'ENQUÊTE DE LA GRC SUR DES COMBUSTIBLES CONTAMINÉS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Environnement qui a dit, il y a quelques instants, que le gouvernement ne contacte pas les journaux pour obtenir des informations, que ce n'est pas dans ses habitudes. Le gouvernement était au courant, il avait une indication du passage d'un produit toxique contaminé à la frontière canado-américaine il y a un mois.

Le ministre de l'Environnement pourrait-il expliquer pourquoi il a contacté hier matin Jock Ferguson du *Globe and Mail* par l'intermédiaire de la GRC qui relève du solliciteur général, après que ce journal eut publié la nouvelle à la une?

Des voix: Bravo!

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je veux que le député me regarde bien quand je parle. Nous n'avons pas entendu d'allégations précises, ni d'indication au sujet du passage illégal de combustible contaminé venant des États-Unis.

Je tiens à en profiter pour donner quelques précisions au sujet de ce que je viens de dire. Ce n'est pas à un de mes adjoints mais à un fonctionnaire de mon ministère que M. Gwyn a donné les informations générales.

ON DEMANDE QUAND LE MINISTRE A ÉTÉ MIS AU COURANT DE LA QUESTION DU COMBUSTIBLE CONTAMINÉ

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement pourrait-il donner des explications plus claires à la Chambre des communes et aux Canadiens? Quand au juste le ministre a-t-il appris qu'il était possible que l'on ait fait entrer au Canada des